

Direction des Achats

Service achats de fournitures, services & prestations intellectuelles
(SAFSPI) – Pôle Transversal

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

passé en application des articles L.2123-1-1° ; R.2123-1-1° et R.2123-4 à R.2123- 6 du Code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Acheteur :

Sorbonne Université

Représenté par :

La Présidente de Sorbonne Université

Siège social :

21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

Direction des Achats

Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05

Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Livraison de repas pour la crèche de Sorbonne Université

SOMMAIRE

Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur.....	4
Article 2 : Objet de l'accord-cadre	4
2.1 Objet du marché.....	4
2.2 Forme du marché et montant maximum	4
Article 3 : Allotissement	4
Article 4 : Durée du marché	4
Article 5 : Pièces contractuelles.....	5
Article 6 : Modification de l'accord-cadre.....	5
Article 7 : Prestations similaires	6
Article 8 : Obligation générales des parties	6
8.1 Représentation des parties	6
8.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur	6
8.1.2 Représentation du titulaire	6
8.2 Groupement d'opérateurs économiques (cotraitance)	6
8.3 Sous-traitance.....	6
8.4 Obligations du titulaire.....	7
8.4.1 Obligation de résultat.....	7
8.4.2 Obligation d'information et de conseil	7
8.4.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	8
8.4.4 Réparation des dommages.....	8
8.5 Obligations du pouvoir adjudicateur.....	8
Article 9 : Modalités d'exécution de l'accord-cadre	9
9.1 Bons de commande.....	9
9.1.1 Modification d'un bon de commande.....	9
9.1.2 Suspension d'un bon de commande	9
9.1.3 Interruption d'un bon de commande.....	10
9.2 Conditions particulières d'exécution des prestations	10
Article 10 : Constatation de l'exécution des prestations.....	10
Article 11 : Garantie	10
Article 12 : Prix.....	10
12.1 Forme des prix.....	10

12.2 Contenu des prix et prix de règlement.....	10
12.3 Révision des prix.....	10
12.4 Clause butoir	11
12.5 Clause de sauvegarde.....	11
Article 13 : Clause de réexamen	11
Article 14 : Modalités de règlement	11
14.1 Paiement	11
14.2 Avance	12
14.3 Facturation	12
14.4 Facturation électronique	12
14.5 Paiement des sous-traitants.....	13
14.6 Délai global de paiement.....	13
14.7 Nantissement ou cession de créance	13
Article 15 : Assurances.....	14
Article 16 : Responsabilité.....	14
Article 17 : Confidentialité	14
Article 18 : Pénalités	14
Article 19 : Défaillance du titulaire	15
Article 20 : Résiliation.....	15
Article 21 : Différends entre les parties.....	15
Article 22 : Dérogation au CCAG-FCS	15

Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

Sorbonne Université
21, rue de l'École de Médecine
75006 Paris

Représenté par :

La Présidente de Sorbonne Université : Nathalie DRACH-TEMAM

Direction des Achats
Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles
18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05
Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

Article 2 : Objet de l'accord-cadre

2.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet des services de livraison de repas pour les enfants accueillis au sein de la crèche de Sorbonne Université située sur le campus Pierre et Marie Curie de la Faculté des Sciences et Ingénierie de Sorbonne Université.

Le titulaire sera chargé d'assurer de façon régulière et permanente, pendant toute la durée du présent contrat, la livraison de l'ensemble des approvisionnements nécessaires à l'exécution journalière des prestations de restauration de la crèche, ce qui représente de façon estimative environ 40 repas par jour, soit environ 8 240 repas par an.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont détaillées dans le CCTP.

2.2 Forme du marché et montant maximum

Le présent contrat est un marché public de fournitures courantes et de services. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans montant minimum et avec montant maximum. Montant maximum de commande de l'accord-cadre : 120 000 €HT sur la durée totale du marché (4 ans).

Le présent contrat est un marché public de fournitures courantes et de services. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans montant minimum et avec montant maximum. Sans que ce montant ne constitue un engagement contractuel, le montant de l'accord-cadre sur sa durée totale (reconductions éventuelles comprises) est estimé à 75 000 € HT.

Aucune indemnité de dédit ne sera due par Sorbonne Université au cas où le montant cumulé des bons de commande passés sur le fondement de l'accord-cadre n'atteindrait pas le montant estimé indiqué ci-dessus.

Article 3 : Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

Article 4 : Durée du marché

Le marché public est conclu pour une durée de 12 mois. Il est renouvelable 3 fois tacitement pour une durée de 12 mois, soit une durée totale de 48 mois (4 ans).

Numéro de la consultation : **2025-SAFSPI-153-REPAS-CRECHE**
CCAP

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification. Selon les modalités prévues par l'article 14 du CCTP, dès la notification du marché et avant que ne débutent les prestations, une réunion est organisée entre le titulaire et la crèche afin de mettre au point les modalités de mise en œuvre et le déroulement des interventions.

En cas de non-reconduction, Sorbonne Université devra en informer le titulaire par voie expresse deux (2) mois avant la date anniversaire du marché. L'absence de reconduction est un pouvoir discrétionnaire du pouvoir adjudicateur.

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification. Selon les modalités prévues par l'article 14 du CCTP, dès la notification du marché et avant que ne débutent l'exécution des prestations, une réunion est organisée entre le titulaire et la crèche afin de mettre au point les modalités de mise en œuvre et le déroulement des interventions.

Article 5 : Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les pièces particulières, les pièces générales, et les pièces de l'offre ces pièces sont énumérées dans leur ordre décroissant de priorité.

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (BPU/DQE) ;
- Les avenants le cas échéant ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) accepté sans aucune modification ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La mise au point le cas échéant ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).
- Le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4), le cas échéant ;
- L'offre technique du titulaire.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de Sorbonne Université, font foi. Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives est réputée nulle. **Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

Article 6 : Modification de l'accord-cadre

Toute modification du contrat fera l'objet de la passation d'un avenant dans le respect des dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

Évolution de la réglementation : Par dérogation aux dispositions des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent contrat, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Numéro de la consultation : **2025-SAFSPI-153-REPAS-CRECHE**
CCAP

Le titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût.

Article 7 : Prestations similaires

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique.

Article 8 : Obligation générales des parties

8.1 Représentation des parties

8.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur désigne une personne au sein de ses services, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

8.1.2 Représentation du titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Celle-ci est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

En cours d'exécution, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications se rapportant :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

8.2 Groupement d'opérateurs économiques (cotraitance)

Les dispositions prévues à l'article 3.5 du CCAG-FCS sont seules applicables.

8.3 Sous-traitance

Conformément aux articles R2193-4 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du Code de la commande publique, et en application des dispositions fixées à l'article 3.6 du CCAG-FCS, **le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.**

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire doit se conformer aux dispositions du Code. Le titulaire se devant de réaliser les prestations par ses propres moyens, le recours à la sous-traitance doit revêtir un caractère exceptionnel.

En cas de sous-traitance de l'accord-cadre, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution s'effectue lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du GGA-FCS, une pénalité égale 1/300^{ème} du montant hors taxes de l'accord-cadre, éventuellement modifiés par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

8.4 Obligations du titulaire

8.4.1 Obligation de résultat

Le présent accord-cadre, est soumis à une **obligation de résultat** de la part du titulaire pour l'ensemble des prestations. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer rigoureusement aux stipulations décrites dans le présent CCAP et dans le CCTP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution de l'accord-cadre ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par les documents de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités et ou indemnités telles que prévues au présent CCAP, de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire ou de résilier le marché, conformément aux dispositions CCAG-FCS et du présent CCAP.

Le titulaire garantit les résultats fixés au présent accord-cadre et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles et nécessaires pour l'accomplissement de ses missions et atteindre les niveaux de qualité requis, qui sont compatibles avec l'activité de l'établissement.

8.4.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du pouvoir adjudicateur. Il est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre de l'accord-cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le pouvoir adjudicateur sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du pouvoir adjudicateur.

8.4.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

Le titulaire remet également au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'administration pourra soit appliquer la pénalité prévue, soit résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

8.4.4 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel et à leurs biens ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel et à leurs biens ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les équipements restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces équipements du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

8.5 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire tout document et information, nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

Article 9 : Modalités d'exécution de l'accord-cadre

L'exécution du marché débute à compter de sa date de notification au titulaire.

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution de l'accord-cadre s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique après service fait.

9.1 Bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande. Les bons de commande précisent les prestations à exécuter et sont notifiés au titulaire par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur par email et/ou par courrier postal.

L'annulation d'une commande est notifiée dans les mêmes conditions.

Chaque bon de commande doit comporter au minimum les renseignements suivants :

- la référence du présent accord-cadre ;
- le numéro de commande SIFAC SU ;
- la date de la commande ;
- le nom du service émetteur de la commande ;
- le descriptif de la prestation commandée ;
- le prix de la prestation exprimé en euro HT ;
- le taux de TVA appliqué ;
- le prix de la prestation en euros TTC ;
- la date de la prestation ;
- le lieu d'exécution ;
- le délai d'exécution de la prestation, exprimé en jours calendaires, en semaines ou en mois.

À compter de la notification du bon de commande, et par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose de deux (2) jours ouvrés, à compter de la date de réception du bon de commande, pour notifier par email ses observations éventuelles au pouvoir adjudicateur. Passé ce délai, le bon de commande est considéré comme accepté.

Les éventuelles annexes particulières afférentes à la commande sont jointes au bon de commande.

9.1.1 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant afin d'ajuster notamment la volumétrie des articles demandés. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées à l'article ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

9.1.2 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

À l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

9.1.3 Interruption d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution. Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

9.2 Conditions particulières d'exécution des prestations

La qualité du service doit être assurée pendant toute la durée de l'accord-cadre dans les conditions spécifiques, décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'engage aussi à prendre à sa charge toute adaptation de ses propres moyens et équipements qui pourraient s'imposer du fait d'évolutions technologiques des équipements à entretenir.

Article 10 : Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification d'exécution des prestations et de livraison par le titulaire sont régies par les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Article 11 : Garantie

Les dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS s'appliquent. Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

Article 12 : Prix

12.1 Forme des prix

Les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont unitaires et détaillés dans l'annexe financière (BPU).

12.2 Contenu des prix et prix de règlement

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Le prix comprend les prestations demandées, l'équipement, les frais de personnel et de déplacement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et ainsi que les marges bénéficiaires.

12.3 Révision des prix

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, la date d'établissement du prix correspond au mois précédent la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois m0 » (mois zéro). Les prix sont fermes durant la première période du marché soit 12 mois.

La révision s'effectue une fois par an, à chaque date anniversaire de la notification du marché, sous réserve d'un préavis d'un mois adressé à SU, par lettre recommandée avec accusé de réception accompagnée du nouveau bordereau de prix unitaires daté et signé et de tout justificatifs nécessaires, par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (I1 / I0)$$

Dans laquelle :

P1 : prix révisé

P0 : prix contractuel d'origine (prix mois « zéro »)

I0 : valeur de l'indice définitif I du mois de remise de l'offre (valeur de l'indice du mois zéro)

I1 : valeur de l'indice définitif I du mois d'exécution des prestations

L'indice de référence I, publiés sur le site de l'INSEE, est le suivant : Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 11.1.2.0 - Cantines Identifiant 001764236

À défaut de proposition par le titulaire dans les conditions prévues ci-dessus, les prix de l'année précédente continueront à courir pour la nouvelle année d'exécution.

12.4 Clause butoir

Sorbonne Université se réserve le droit d'appliquer une clause butoir sur l'évolution des prix résultants de la révision annuelle.

La clause butoir est définie avec une évolution des prix limitée à une augmentation de 3% maximum

12.5 Clause de sauvegarde

En cas de dépassement de la clause butoir, Sorbonne Université se réserve le droit d'appliquer la présente clause de sauvegarde permettant la résiliation de l'accord-cadre sans indemnité pour le Titulaire.

Article 13 : Clause de réexamen

Indépendamment de tout acte modificatif qui serait rendu nécessaire en cas de difficulté d'exécution du marché, le présent marché comprend une clause de réexamen.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations et fournitures figurant au présent C.C.P l'ajout ou la suppression de prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

Article 14 : Modalités de règlement

14.1 Paiement

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique après service fait, pour chaque livrable tel que décrits au CCTP et décomposés au sein de l'annexe financière.

14.2 Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

14.3 Facturation

Les factures seront établies mensuellement en un seul exemplaire et adressées à :

Sorbonne Université Agence Comptable
Service comptabilité fournisseurs Boîte Courrier 500
4 Place Jussieu
75 252 Paris cedex 05

Les factures comporteront les informations suivantes :

- la date de la facture ;
- le numéro de la facture ;
- l'identité du titulaire ;
- la dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel) ;
- l'adresse du siège social ;
- l'adresse de facturation (si différente) ;
- le numéro de Siret ;
- la ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants) ;
- le numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans) ;
- la référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement) ;
- le nom du service destinataire ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de la commande ;
- Le SIRET du service destinataire (130 002 285 000 134) ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

14.4 Facturation électronique

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par Sorbonne Université que par dépôt au format PDF sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures seront établies selon la périodicité indiquée à l'article 9.1 du présent CCAP en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET de Sorbonne Université : 130 023 385 00011
- Le code EJ CHORUS
- Le code service :
- le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

14.5 Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous- traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

14.6 Délai global de paiement

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché. Conformément à l'article 1 de l'arrêté du 15 juin 2020 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal et au règlement R2192-32 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université. Le comptable signataire de la dépense chargé du paiement est l'agent comptable de Sorbonne Université.

14.7 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Article 15 : Assurances

Le titulaire devra justifier, avant le début d'exécution des prestations, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant à son service, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'administration, par la présentation des polices ou attestations correspondantes.

Le titulaire s'engage à informer expressément Sorbonne Université de toute modification de son contrat d'assurance.

Article 16 : Responsabilité

Tous dommages causés à un tiers, aux agents et aux biens de Sorbonne Université, dans le cadre de l'exécution du contrat entraîneront une réparation au frais du titulaire.

Article 17 : Confidentialité

En complément aux dispositions prévues à l'article 5 du CCAG FCS, il est précisé ce qui suit :

Le titulaire ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties d'objets ou matériels par ces mêmes personnes.

Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information.

Tout manquement à cette règle pourrait entraîner la réparation des dommages et intérêt subi par Sorbonne Université.

Article 18 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, il n'y a pas d'exonération du paiement des pénalités si leur montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché. Aussi, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant total hors taxes du marché. Les pénalités sont cumulables.

Objet de la pénalité	Délai associé	Montant de la pénalité
Pénalité pour retard de livraison ou d'exécution	Délais annoncés par le candidat dans son mémoire technique	150 € HT par jour de retard
Pénalité pour non-respect des quantités commandées	/	10 € HT par pièce manquante ou non conforme
Pénalité pour non-respect du délai de modification des commandes validées	48 heures avant la livraison	50 € HT par infraction

Pénalité pour non-respect des normes qualitatives	/	100 € HT par infraction constatée
Pénalité pour non-respect des conditions de sécurité et d'hygiène	/	200 € HT par infraction constatée
Pénalité pour non-respect des modalités de conditionnement et d'étiquetage	/	75 € HT par constat
Pénalité pour non-respect du délai de transmission des menus	Les menus doivent être transmis à Sorbonne Université un mois à l'avance	50 € HT par jour de retard
Pénalité pour non-transmission du rapport sur la prestation à Sorbonne Université	Rapport mensuel à transmettre à Sorbonne Université	25 € HT par jour de retard

Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé :

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

Article 19 : Défaillance du titulaire

En cas d'inexécution de prestation de service ou de livraison, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les parties, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du titulaire, aux frais et risques du titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques du titulaire ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

Article 20 : Résiliation

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues par le Chapitre 7 du CCAG-FCS.

Article 21 : Différends entre les parties

Si Sorbonne Université constate une mauvaise qualité des prestations ou le non-respect de certains engagements définis au contrat, il signale au titulaire les défaillances par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure.

Il fait à défaut, application de l'article 46 du CCAG-FCS.

Article 22 : Dérogation au CCAG-FCS

Il est dérogé aux articles du CCAG-FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

Article du CCAP	Clause concernée	Article du CCAG - TIC
Article 5	Pièces contractuelles	Article 4.1
Article 6	Modification de l'accord-cadre	Articles 5.2.2, 6.2 et 7.2

8.3	Sous-traitance	3.6
9.1	Bons de commande	3.7.2
Article 12.3	Révision des prix	Article 10.2.4
Article 18	Pénalités	Article 14